

Quelle politique étrangère pour la France en Asie ?

## Priorité à l'Indo-Pacifique ou diplomatie « gaullienne » ?

- DIDIER CHAUDET -

**Un positionnement contre une nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine a, pour la France et l'Europe, de très réels intérêts pragmatiques, notamment en Asie.**

**À noter: cet article a été écrit bien avant la création du pacte de sécurité AUKUS, entre la Grande-Bretagne, les États-Unis, et l'Australie. Cette alliance entraîne l'annulation d'un contrat de 50 milliards de dollars au profit de la France, qui devait fournir 12 sous-marins à propulsion conventionnelle à l'Australie. À la place, au nom du pacte, les Australiens vont préférer des sous-marins nucléaires anglo-saxons. Ce choc diplomatique et commercial est la conséquence directe d'une vision erronée de l'importance de l'«Indo-Pacifique» pour la France. L'approche promue par D. Chaudet dans cet article aurait permis à Paris d'éviter cette humiliation...**

**On mettra aussi avec intérêt en rapport cet article avec l'interview de Bertrand Badie, sans les opposer l'un à l'autre.**



**Didier Chaudet**

Consultant indépendant, rattaché à l'IFEAC (Institut français d'études sur l'Asie centrale) et au CAPE ([www.capeurope.eu](http://www.capeurope.eu))<sup>1</sup>

1. Basé en Chine, spécialisé dans les questions associées à l'Asie du Sud-Ouest (Iran, Afghanistan, Pakistan) et à l'Asie centrale, Didier Chaudet suit, plus généralement, les évolutions géopolitiques en Asie.

Un titre alternatif pour cet article pourrait être : « Du besoin, pour la France et pour l'Europe, d'avoir des priorités géopolitiques ». Beaucoup trop d'intellectuels se présentent comme des « géopoliticiens ». Mais le problème d'une géopolitique déconnectée d'un rapport poussé avec le terrain, c'est qu'on oublie trop souvent une réalité incontournable : nous, Français, ne sommes pas au centre du monde, et nous avons des moyens limités. Il nous faut donc faire des choix, et éviter de sombrer dans l'idéologie, un vice de grandes puissances.

### Le besoin de redevenir une puissance régionale sérieuse avant toute chose

La France n'est plus une puissance globale – depuis quelque temps maintenant.

Le fait que Paris soit incapable de gérer seule les conséquences d'une guerre de Libye, mal pensée dans ses conséquences sur le Sahel, en dit long sur ses capacités réelles. Il n'est pas juste de comparer le

**« Une autre diplomatie est possible : de nature « gaullienne », elle pourrait tendre la main aux pays asiatiques qui refusent d'être les pions de grandes puissances dans une « nouvelle guerre froide. »**

fiasco libyen aux désastres irakien et américain : ce pays d'Afrique du Nord n'est pas à des milliers de kilomètres, il est à nos frontières, et nous l'avons attaqué sans avoir la capacité militaire ou financière, au moins d'un point de vue théorique, pour le stabiliser. Plus grave encore, les conséquences de l'écroulement de la Libye ont mis en danger des partenaires clés de la France en Afrique. Partenaires dont on n'a pas voulu écouter les objections quand la guerre contre Mouammar Kadhafi a été déclenchée. Comme l'affirmait le président tchadien Idriss Deby à Rome en décembre 2019 : « Le chaos libyen (...) demeure la principale source de déstabilisation de l'ensemble du Sahel ». La France n'a pas réussi à assumer un rôle de « leader » dans l'Afrique du Nord et l'Afrique francophone pour justifier au moins un statut de puissance régionale. Avant de vouloir être une hypothétique « puissance asiatique », le bon sens demanderait que la France retrouve une position de puissance régionale responsable.

N'ayant ni les moyens ni les capacités d'une grande puissance, cela devrait vouloir dire se concentrer sur trois zones principales : l'Afrique du Nord, et le Sahel, bien sûr, mais aussi l'Europe (Union européenne et voisinage européen hors de l'UE).

Au sein de l'Union européenne, certes, c'est aujourd'hui Berlin qui domine. Mais la France a des atouts importants au sein de l'UE : elle y est la deuxième puissance économique, elle est la seule à avoir une armée capable de véritablement intervenir à l'international. Elle reste une puissance diplomatique non négligeable. L'Union

**« En Asie du Sud, cette alternative anti-« nouvelle guerre froide » serait particulièrement utile à une diplomatie française. »**



ne pourrait pas survivre à un « Frexit ». Si Paris s'investit plus encore dans les institutions et se rappelle qu'il faut savoir mener une diplomatie « machiavélique » même au sein de l'Europe, l'influence française pourrait compter bien plus qu'on ne le pense.

Dans le tome 1 de ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle affirmait : « la France n'est réellement elle-même qu'au premier rang : que seules de vastes entreprises sont susceptibles de compenser les ferments de dispersion que son peuple porte en lui-même... Bref, à mon sens, la France ne peut être la France sans la grandeur ». En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la France représente moins d'1% de la population mondiale. Ses moyens sont limités. Mais elle n'est pas condamnée à être éclipsée. Elle peut embrasser un statut de puissance régionale plus responsable dans une partie de l'espace africain ; et Paris peut pleinement embrasser son statut d'acteur clé au sein de l'UE, notamment dans le cadre d'une relation parfois difficile, mais essentielle, des Européens avec le grand voisin russe. En bref, la France peut encore être une force qui compte, si elle se concentre sur son voisinage immédiat, là où elle peut exercer une influence réelle.

### **Ne pas tomber dans le piège indopacifique**

On l'aura compris, cet article tient d'abord à rappeler un fait simple : la France est un pays européen et méditerranéen avant tout. Elle a des « confettis d'Empire » lui permettant d'avoir une présence mondiale. Mais présence ne veut pas dire puissance.

Or, la confusion semble avoir été faite par notre diplomatie, au point de tomber dans ce que Jean-Dominique Merchet appelle, dans un article d'octobre 2018 pour *L'Opinion*, « le piège de « l'axe indopacifique » ». Lors de ses déplacements en Inde et en Australie cette année-là, puis lors de son discours au corps diplomatique à la fin de l'été, le Président de la République avait mis en avant son désir que la France

soit vue comme une « puissance indopacifique ». Et cela alors que clairement, ce concept est mal maîtrisé dans nos ministères. L'exécutif s'enthousiasme pour un axe « Paris-New Delhi-Canberra », devant assurer que la France soit vue comme une « puissance asiatique »...

Mais l'axe évoqué est surtout bénéfique pour la défense des intérêts australiens et indiens ; il n'entraîne pas un soutien particulier pour la défense des intérêts français. L'Inde ne critiquera pas la Russie pour plaire à la France et à l'Europe, et cela même si notre diplomatie a soutenu Narendra Modi dans sa gestion très critiquée du Cachemire, l'Alsace-Lorraine de l'Asie du Sud. Quant à l'Australie, si elle doit choisir entre ses alliés anglosaxons et les Français, ou entre étendre son influence dans le Pacifique ou ménager celle de la France, le choix sera extrêmement rapide. La diplomatie française insiste pour dire que sa vision « indopacifique » ne vise pas à s'opposer à la Chine, alors qu'elle est perçue comme telle à Beijing, et que la coopération « indopacifique » entre Indiens, Australiens, Japonais, et Américains, s'élabore clairement dans le but de contrer la montée en puissance chinoise. Preuve que le concept « indopacifique » a décidément été mal compris, intellectuellement, à Paris : de fait nous nous associons à une politique hostile à la Chine, alors que les principaux dangers qui menacent les intérêts français et européens n'ont rien à voir avec Beijing.

Plutôt que de s'enliser dans ce « piège », une autre diplomatie est possible : de nature « gaullienne », elle pourrait tendre la main aux pays asiatiques qui refusent d'être les pions de grandes puissances dans des luttes d'influence ou une « nouvelle guerre froide ». Il s'agirait aussi de s'opposer à la notion de zones d'influence exclusive ou de blocs dominés par une grande puissance. Une approche qui, comme l'idée de « nouvelle guerre froide », limite les options des puissances moyennes. Cette approche diplomatique aurait l'avantage de défendre ce qui est au cœur des intérêts français et européens en Asie : la préservation de la paix et de la stabilité, deux piliers capitaux pour le développement

**« Les diplomates français devraient être capables de tisser des liens privilégiés autant à Islamabad qu'à New Delhi. Pour l'instant, on est loin de cette position d'équilibre... »**

**« Pour les Français et les Européens, les questions sécuritaires régionales (Méditerranée, Sahel, Europe de l'Est), et ce qui peut nourrir le djihadisme transnational, la crise migratoire, ou les tensions russo-européennes, sont des priorités autrement plus importantes que le fait que la Chine retrouve un statut de grande puissance. »**

économique et le commerce international. Et on retournerait aux fondements de la politique étrangère de la France depuis le général de Gaulle : la recherche d'une voie indépendante face à la pression des États plus puissants.

En Asie du Sud-Est (une zone tiraillée entre influences chinoise, indienne et américaine) et en Asie Centrale (où l'influence russe se veut prépondérante, mais où la Chine est devenue l'autre grande puissance incontournable, avec un retour de l'Amérique dans la région toujours possible), la France, surtout si elle agit de concert avec ses partenaires européens, trouvera des États très ouverts à une approche diplomatique qui soutiendrait leur indépendance.

En Asie du Sud, cette alternative anti-« nouvelle guerre froide » serait particulièrement utile à une diplomatie française qui s'est limitée à être pro-indienne, au risque de ne pas avoir une vision régionale solide, et de refroidir dangereusement nos rapports avec le Pakistan. S'il est dans l'intérêt de la France et de l'Europe de préserver la

stabilité et la paix en Asie, alors les diplomates français devraient être capables de tisser des liens privilégiés autant à Islamabad qu'à New Delhi. Pour l'instant, on est loin de cette position d'équilibre, et cela limite radicalement la capacité d'influence française dans la région. Autre conséquence de l'alignement pro-américain et opposé à la Chine qui soutient la logique « indopacifique » : l'Inde, dans cette optique, est l'allié privilégié supposé bloquer les ambitions chinoises en Asie, et doit donc être soutenu inconditionnellement. Une approche compréhensible pour une Amérique dans une logique de guerre froide, mais pas pour une puissance moyenne comme la France. En fait, les Européens pourraient voir dans la Chine un allié, et non un adversaire dans cette région. Beijing a également besoin d'une Asie du Sud pacifiée, ne troublant pas ses nouvelles Routes de la Soie, ne nourrissant pas un terrorisme qui pourrait cibler le Xinjiang.

Un certain nombre d'analystes français se sont laissés charmer par la notion d'« Indo-Pacifique ». Adopter un concept venant de Washington est toujours tentant, surtout quand il influence déjà le pouvoir. Mais pour les Français et les Européens, les questions sécuritaires régionales (Méditerranée, Sahel, Europe de l'Est), et ce qui peut nourrir le djihadisme transnational, la crise migratoire, ou les tensions russo-européennes, sont des priorités autrement plus importantes que le fait que la Chine retrouve un statut de grande puissance qu'elle a eu pendant une partie de son Histoire.

Washington est le cœur de la première puissance mondiale, la Chine est la grande puissance montante : les deux pays sont destinés à être en compétition. Une France au clair sur ses propres priorités, et qui retrouverait des accents « gaulliens » en Asie, pourrait être utile à Washington comme à Beijing, en faisant partie des forces empêchant que cette rivalité ne dégénère.

□ Didier Chaudet





**Votre  
abonnement  
intégral !**

ALTERS-MEDIA.COM

## Bulletin d'abonnement

Je m'abonne à **Alters Média** (4 numéros par an, TVA 2,10 %)

- 1 an :
  - 120 € (France métropolitaine)
  - 130 € (hors France métropolitaine)

Abonnement renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation écrite un mois avant l'échéance annuelle. Règlement à réception de facture (sociétés uniquement)

- **Virement à Alters Editions**  
IBAN FR76 3000 3034 2000 0430 5096 933
- **Règlement par chèque**  
à l'ordre de Alters Editions

Nom :

Prénom :

Structure / Société :

Secteur d'activité :

Fonction :

Adresse Professionnelle / Personnelle :

Code Postal :

Ville :

Pays :

Téléphone :

E-mail (obligatoire) :

Date :

Signature :

À retourner à **Alters Média**  
25 rue Séverine 92130 Issy les Moulineaux

Téléphone : 06 84 35 41 40

Courriel : [contact@alters-media.com](mailto:contact@alters-media.com)

**alters** MÉDIA